



Jun 2024

Factsheet sur le programme de développement rural 2014-2020 du PDR Limousin (Nouvelle-Aquitaine France)

La Commission européenne a formellement adopté le Programme de développement rural (PDR) du Limousin le 24 novembre 2015. Le programme a développé une stratégie pour utiliser 1.174 millions € de fonds publics disponibles pour la période 2014-2022 dont 806 millions € du budget de l'UE (5,2 % de l'enveloppe octroyée à la France) et 369 millions € de contreparties nationales. Ces montants tiennent compte de l'affectation de nouveaux crédits à hauteur de 25,72 M€ pour le PDR Limousin, provenant d'un transfert du 1^{er} pilier de la PAC au titre de l'année 2022 et du transfert de crédits entre les 3 PDR de la Nouvelle Aquitaine : 2,27 M€ pour le PDR Limousin en provenance du Poitou-Charentes ainsi que de l'instrument de l'Union européenne pour la relance (EURI) de 30,4 millions €.

Le 27 mai 2025, la demande de modification (version 19.1)¹ a été adoptée afin d'activer la **mesure 23 « Soutien temporaire exceptionnel aux agriculteurs particulièrement touchés par les catastrophes naturelles. Cette mesure permet de soutenir la continuité des activités agricoles et agroalimentaires suite aux conséquences des catastrophes naturelles, climatiques et sanitaires impactant les productions agricoles animales, végétales et apicoles depuis le 1er janvier 2024.**

Les objectifs du PDR Limousin visent à préserver des paysages et des milieux naturels de qualité en zones de montagne et de colline en maintenant l'agriculture et la sylviculture, à développer durablement l'économie des zones rurales par le soutien à la modernisation des exploitations agricoles et des entreprises agro-alimentaires et forestières, à encourager l'installation de jeunes agriculteurs, à améliorer la performance environnementale et énergétique de l'agriculture, à rendre les zones rurales attractives en développant les services de base et en valorisant le potentiel naturel et culturel du territoire.

Les **surfaces agricoles sous contrats agro-environnementaux représentent environ 5,25%** de l'ensemble. Le programme a déjà soutenu des **projets de modernisation et développement pour environ 20% des exploitations et 1.475 projets d'installation de jeunes agriculteurs** afin de garantir le renouvellement générationnel. Environ **7% des ressources du programme seront utilisées pour**

¹ C(2025)3590

améliorer les services de base et infrastructures dans les zones rurales au bénéfice de plus de 87% de la population.

Le [développement rural](#) est le deuxième pilier de la [Politique Agricole Commune](#) et met à disposition des États membres une enveloppe financière européenne pour gérer des programmes cofinancés, au niveau national ou régional, dans le cadre d'une programmation pluriannuelle. Au total, 118 programmes sont prévus dans les 28 États membres². Le [nouveau règlement de développement rural](#) pour la période 2014-2022 identifie six priorités économiques, environnementales et sociales, parmi lesquelles les programmes établissent leurs objectifs stratégiques, les mesures mises en œuvre pour les atteindre et les résultats escomptés. En outre, afin de mieux coordonner les actions et de maximiser les synergies entre les différents fonds européens structurels et d'investissement (FESI), un [Accord de Partenariat](#) a été convenu avec chaque État membre pour développer la stratégie pour les investissements financés par l'UE.

En France, au cours de la période 2014-2022 la politique communautaire de développement rural sera mise en œuvre à travers 30 programmes. Le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) cofinancera 22 programmes pour les régions de l'Hexagone et pour la Corse, 5 programmes pour les départements d'outre-mer, un programme national dédié à la gestion des risques et l'assistance technique et un programme spécifique pour le réseau rural national. Des éléments communs à un certain nombre de mesures seront repris dans un cadre national qui ne dispose pas d'une allocation budgétaire.

La présente fiche fournit un aperçu de la manière dont le programme relève les défis et les opportunités auxquels le Limousin fait face. Le tableau en annexe synthétise les priorités stratégiques, les cibles et le budget alloué à chacune des mesures.

Les propositions de la Région Nouvelle-Aquitaine pour le Limousin s'inscrivent dans le respect des exigences européennes tout en permettant à la Région de faire face à deux défis historiques :

- surmonter la crise sanitaire actuelle en améliorant la résilience et la souveraineté des écosystèmes régionaux et
- réussir la transition environnementale et climatique notamment son volet agricole pour préserver les sols, la biodiversité, l'eau, participer à l'atténuation du changement climatique, œuvrer pour le bien-être animal, ...

Les crédits supplémentaires des deux années de transition s'inscriront intégralement en Nouvelle-Aquitaine par la feuille de route NéoTerra.

Lors de la dernière modification en **mai 2025**, l'Autorité de gestion a introduit une mesure exceptionnelle et temporaire pour faire face aux conséquences des catastrophes naturelles, climatiques et sanitaires survenues depuis le 1er janvier 2024 sur les productions agricoles animales, végétales et apicoles. Cette aide prend la forme d'un paiement forfaitaire pour remédier aux problèmes de liquidités qui mettent en péril la continuité des activités agricoles.

² Le Royaume-Uni a quitté l'Union Européenne le 31 janvier 2020. Conformément à l'accord de retrait, le soutien au titre du développement rural continue de s'appliquer au Royaume-Uni pendant la période de programmation 2014-2020

En effet, la compétitivité du secteur agricole a été fortement grevée depuis 2024 et une perte importante de production, y compris un potentiel de production agricole conséquent, ont été constatés, entraînant des déficits notables de revenus pour les agriculteurs

Face à ces difficultés, la mesure 23 « **Soutien temporaire exceptionnel aux agriculteurs particulièrement touchés par les catastrophes naturelles** » est activée par le PDR afin de soutenir la continuité des activités agricoles et agroalimentaires sous la forme d'une aide exceptionnelle et temporaire.

1. SITUATION ET ENJEUX

La Région Limousin - " le pays de l'arbre et de l'eau" - est située au centre de la France. Avec près de 750 000 habitants, la région Limousin représente 1,2% de la population métropolitaine française. À l'échelle européenne comme à l'échelle française, c'est une petite région qui totalise 16 942 km². Les trois départements du Limousin – la Creuse, la Corrèze et la Haute Vienne - sont classés en "zone à prédominance rurale" selon la typologie UE. Le Massif Central forme la frontière entre le Limousin et l'Auvergne.

La région Limousin est classée « en transition » au titre de l'article 90 (2) b) du règlement (UE) n° 1303/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013, le PIB par habitant étant compris entre 75 et 90% du PIB moyen UE 27.

La surface agricole utilisée (SAU) représente 51% du territoire dont 86 % de prairies, les forêts occupent 34% du territoire. Elles stockent également du carbone en grande quantité. Ses paysages verdoyants, bien entretenus et vallonnés constituent un attrait touristique et une source importante d'emplois

Le Limousin compte 14 640 exploitations; ce qui représente la plus grande densité relative à la population, en France. L'élevage concerne 89% des exploitations.

On compte 36 sites classés Natura 2000 qui occupe plus de 6% du territoire.

Le Limousin se démarque aussi par le fait que c'est une des régions qui a le plus de surfaces agricoles en zones agricoles défavorisées; ainsi, elle perçoit des versements de primes compensatoires de handicap naturel.

L'industrie agroalimentaire joue un rôle économique important : 267 établissements et 4700 salariés, le secteur est dominé par la transformation de la viande.

L'agriculture est le premier contributeur régional des gaz à effet de serre (ruminants). Toutefois les émissions de gaz à effet de serre du Limousin dans son ensemble sont extrêmement faibles (1,5% du total des émissions nationales).

2. COMMENT LE PDR RÉPOND AUX ENJEUX

Pour répondre aux défis à relever, le PDR s'articule autour de 6 priorités européennes de développement rural, dont les plus importantes sont la **priorité 4 – restauration, préservation et renforcement des écosystèmes** et la **priorité 2 - améliorer la viabilité et la compétitivité des exploitations agricoles et promouvoir les technologies innovantes ainsi que la gestion durable des forêts.**

Les objectifs et cibles des priorités principales sont résumés ci-après :

Transfert de connaissances et innovation

Le PDR accompagne le développement de 9 projets de coopération dont 105 groupes opérationnels. Ces projets visent un large éventail de formes de coopération et de bénéficiaires – des petits aux grands opérateurs – pour contribuer à la réalisation des objectifs de la politique de développement rural en aidant les opérateurs dans les zones rurales à surmonter les désavantages économiques, environnementaux et les fragmentations territoriales au niveau des infrastructures et des services

Viabilité et compétitivité des exploitations agricoles

Le programme a d'ores et déjà soutenu des projets de modernisation et de développement pour 2.938 exploitations agricoles (20% de l'ensemble) en vue d'améliorer la double performance économique et environnementale et d'assurer à long terme la compétitivité de l'agriculture régionale. Il encourage aussi l'installation de jeunes agriculteurs et vise l'atteinte de 1.475 exploitations gérées par des jeunes agriculteurs (environ 10 % de l'ensemble). Ce soutien tient compte aussi de la nécessité d'engager les jeunes agriculteurs dans une dynamique de gestion durable des l'environnement agricole. Les jeunes agriculteurs seront prioritaires lors des sélections des projets de modernisation et bénéficieront de soutiens majorés afin d'optimiser l'effet levier du programme.

Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles

Le PDR mobilise environ 27 millions € au cours de la période de programmation pour le soutien aux investissements dans les industries agroalimentaires et vise à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programme de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements et des organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles.

Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et la forêt

La préservation et la restauration des ressources naturelles est un objectif majeur du PDR même si l'agriculture limousine n'exerce pas de pression importante sur les ressources naturelles, étant une agriculture extensive reposant sur la valorisation des herbages.

Le soutien aux activités agricoles des zones à contraintes naturelles à haute valeur environnementale vise à la fois à préserver l'environnement naturel et agricole et à répondre aux difficultés et défis socio-économiques de ces zones.

Le territoire du programme Limousin est couvert à 65% de SAU dédiées aux prairies et aux pâturages permanents, et la quasi-totalité de la SAU se situe dans des zones présentant des contraintes naturelles, dont près de 29% en zone de montagne. Le soutien de l'activité pastorale a été mis en œuvre lors de la dernière modification. Cette pratique traditionnelle est encouragée, car elle permet de maintenir les milieux ouverts, en utilisant une ressource fourragère supplémentaire. Le recours au gardiennage de troupeaux conduits sur les plateaux et les zones intermédiaires ainsi que l'aide à la protection contre les grands prédateurs va permettre que les pratiques pastorales

existantes, favorables au maintien de la biodiversité, pourront être accompagnées, en confortant le revenu des exploitations engagées dans cette démarche.

Pour assurer leur compétitivité, tout en préservant les ressources et les milieux sur lesquels s'appuie l'activité agricole, les exploitations agricoles doivent adopter des pratiques agro écologiques qui renforceront leur durabilité à long terme. Ces pratiques doivent permettre d'aller vers davantage d'autonomie alimentaire des exploitations d'élevage, et d'autonomie énergétique, vers une réduction des intrants impactant la qualité des eaux, la préservation de la biodiversité et de la fertilité des sols. Les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) ou de soutien à l'agriculture biologique sont parmi les principaux outils du PDR pour promouvoir l'évolution des pratiques agricoles et concerneront environ 96 000 ha (11% de la surface agricole totale) pour répondre au besoin de préservation de la biodiversité, l'eau et les sols. En ajoutant la séquestration du carbone (DP5E), on arrive à 166 000 ha soit 17 % de la surface agricole.

Le programme contribue à la gestion des sites Natura 2000 (projets concernant des documents de gestion des sites et investissements liés à l'entretien, à la restauration et à la réhabilitation des sites), la mise en œuvre du schéma régional de cohérence écologique, qui constitue un nouveau cadre pour la préservation de la biodiversité, et la gestion des réserves naturelles.

L'efficacité des ressources, énergies renouvelables et climat

Le montant des investissements dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des exploitants agricoles (équipements, bâtiments d'élevage) mobilisés par le programme s'élèvera à près de 35 millions €.

La stratégie du PDR vise aussi à accroître l'utilisation de bois en tant que ressource renouvelable dans le cadre d'une gestion forestière durable. Plusieurs actions sont programmées pour atteindre cet objectif, notamment l'amélioration des dessertes forestières (98 projets) pour accroître la mobilisation de bois, les investissements dans la reconstitution des forêts pour améliorer la production de bois et les actions de coopération pour renforcer la filière. Un montant de 6,8 millions € sera investi pour la mobilisation de bois ainsi que dans les projets de méthanisation portés par les exploitations agricoles.

Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique des zones rurales

Le PDR Limousin tend à allier la mesure LEADER avec une forte mesure 7 de développement rural non agricole. Il mobilisera en tout 82M€, dont 54 millions € de FEADER, pour LEADER. L'objectif est de soutenir les stratégies de développement local portées par 11 groupes d'action local (GAL). Plus de 87% de la population rurale pourra bénéficier de ces initiatives.

Les mesures les plus importantes du programme sont les suivantes (entre parenthèses la proportion de l'enveloppe financière totale):

- Mesure 13 (ICHN) : 705.809.619,00 € (60,29%)
- Mesure 04 (investissements): 151.618.641 ,00 € (12,95%)
- Mesure 10 (agri-environnement-climat) : 63.903.482,00 € (5,46%)
- Mesure 19 (LEADER) : 54.295.700,00 € (4,64 %)
- Mesure 07 (services de base) : 48.243.085,00 € (4,12 %)
- Mesure 11 (Production biologique) 53.307.718,00 € (4,55 %)
- Mesure 06 (développement économique agricole) 47.247.440,00 € (4,04%)

Annexe 1: Distribution indicative des ressources du PDR Limousin et indicateurs cibles

P1: Fostering knowledge transfer and innovation in agriculture, forestry and rural areas				0,00
1A Innovation, cooperation, knowledge				0,00
T1: percentage of expenditure under Articles 14, 15 and 35 of Regulation (EU) No 1305/2013 in relation to the total expenditure for the RDP (focus area 1A)	0,44	M01 Knowledge		0,00
		M16 Cooperation		0,00
1B Research & innovation				0,00
T2: Total number of cooperation operations supported under the cooperation measure (Article 35 of Regulation (EU) No 1305/2013) (groups, networks/clusters, pilot projects...) (focus area 1B)	9,00	M16 Cooperation		0,00
1C Lifelong learning and vocational training				0,00
T24: Nombre d'opérations aidées au titre du transfert de connaissances (O0121)	105,00	COMMON_SPE Nombre d'opérations		0,00
		M01 Knowledge		0,00

P2: Enhancing farm viability and competitiveness of all types of agriculture in all regions and promoting innovative farm technologies and the sustainable management of forests			184.767.512,00	15,78%
2A Farm performance		Total: 2A	138.520.072,00	11,83%
T4: percentage of agricultural holdings with RDP support for investments in restructuring or modernisation (focus area 2A)	20,07	M01 Knowledge	2.976.432,00	0,25%
Total investment € (public + private)	272.205.262,00	M04 Physical Investment	124.119.300,00	10,60%
Nr of holdings supported for investment in agricultural holdings (4.1)	2.938,00	M06 Farm and business development	1.000.000,00	0,09%
		M08 Forest	1.100.000,00	0,09%
		M16 Cooperation	809.733,00	0,07%
		M23 Natural Disasters	8.514.607,00	0,73%
2B New farmers		Total: 2B	46.247.440,00	3,95%
T5: percentage of agricultural holdings with RDP supported business development plan/investments for young farmers (focus area 2B)	10,08	M06 Farm and business development	46.247.440,00	3,95%
Total investment € (public + private)	46.247.440,00			
Nr of beneficiaries (holdings) receiving start up aid young farmers (6.1)	1.475,00			

P3: Promoting food chain organisation, including processing and marketing of agricultural products, animal welfare and risk management in agriculture			27.481.074,00	2,35%
3A Competitiveness of producers		Total: 3A	27.481.074,00	2,35%
T6: percentage of agricultural holdings receiving support for participating in quality schemes, local markets and short supply circuits, and producer groups/organisations (focus area 3A)	2,19	M03 Quality schemes	4.431.695,00	0,38%
T25: % d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles	9,00	M04 Physical Investment	23.049.379,00	1,97%
Total investment € (public + private)	92.197.517,00	M16 Cooperation	0,00	0,00%
Nr of operations supported for investment (e.g. in agricultural holdings, in processing and marketing of ag. products) (4.1 and 4.2)	30,00			
Nr of holdings supported (3.1)	320,00			
P4: Restoring, preserving and enhancing ecosystems related to agriculture and forestry			813.781.294,00	69,51

4A Biodiversity, HNV and landscapes		Total: P4	813.781.294,00	69,51%
T9: percentage of agricultural land under management contracts supporting biodiversity and/or landscapes (focus area 4A)	5,25	M01 Knowledge	849.031,00	0,07%
T26: Nombre de contrats Natura 2000 forestiers	30,00	M04 Physical Investment	98.704,00	0,01%
4B Water management		M07 Basic services	13.669.720,00	1,17%
T10: percentage of agricultural land under management contracts to improve water management (focus area 4B)	7,56	M10 Agri-environment-climate	40.046.502,00	3,42%
P4 All Focus Areas		M11 Organic Farming	53.307.718,00	4,55%
Total investment € (public + private)	123.380,00	M13 Areas with natural constraints	705.809.619,00	60,29%
Area (ha) under agri-environment-climate (10.1)	36.913,00			
Area (ha) - conversion to organic farming (11.1)	59.625,00			
Area (ha) - maintainance of organic farming (11.2)	29.900,00			

P5: Promoting resource efficiency and supporting the shift towards a low carbon and climate resilient economy in agriculture, food and forestry sectors			34.772.097,00	2,97%
5B Energy efficiency		Total: 5B	499.371,00	0,04%
T15: Total investment for energy efficiency (€) (focus area 5B)	1.174.381,00	M04 Physical Investment	499.371,00	0,04%
Total investment € (public + private)	1.109.714,00			
5E Carbon conservation / sequestration		Total: 5E	34.272.726,00	2,93%
T19: percentage of agricultural and forest land under management contracts contributing to carbon sequestration and conservation (focus area 5E)	4,38	M01 Knowledge	34.206,00	0,00%
Total investment € (public + private)	5.925.979,00	M04 Physical Investment	3.851.887,00	0,33%
Area (ha) under agri-environment-climate for carbon sequestration	70.018,00	M08 Forest	6.529.653,00	0,56%
		M10 Agri-environment-climate	23.856.980,00	2,04%

P6: Promoting social inclusion, poverty reduction and economic development in rural areas			89.342.811,00	7,63%
6A Diversification, SMEs and job creation		Total: 6A	7.005.846,00	0,60%
T20: Jobs created in supported projects (focus area 6A)	20,00	M06 Farm and business development	0,00	0,00%
		M07 Basic services	7.005.846,00	0,60%
6B Local development		Total: 6B	82.336.965,00	7,03%
T21: percentage of rural population covered by local development strategies (focus area 6B)	71,98	M07 Basic services	27.567.519,00	2,35%
T22: percentage of rural population benefiting from improved services/infrastructures (focus area 6B)	87,44	M16 Cooperation	473.746,00	0,04%
T23: Jobs created in supported projects (Leader) (focus area 6B)	24,00	M19 LEADER and CLLD	54.295.700,00	4,64%
Population benefiting from improved services/infrastructures (7.1; 7.2; 7.4; 7.5.;7.6; 7.7)	652.500,00			
Population covered by LAG	537.120,00			
Number of LAGs selected	11,00			
M20 TA			20.634.920,63	1,76%
			20.634.920,63	1,76%
Total public expenditure			1.170.779.708,63	100,00%